

N° 128

# JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 23 JUILLET 1973

Deux heures de l'après-midi

### PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Barnett, il est résolu,—Que la Chambre des communes déplore avec vigueur le geste du gouvernement de la France qui a fait exploser une bombe nucléaire dans le Pacifique Sud et réclame, au nom de l'humanité, l'annulation de tout autre essai dans l'atmosphère.

M. Rowland, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-215, Loi modifiant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (tracteurs de ferme), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Allmand, au nom de M. Marchand (Langelier), appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-216, Loi établissant un Code maritime du Canada, modifiant par voie de conséquence la Loi sur la marine marchande du Canada et d'autres lois, et édictant d'autres dispositions corrélatives, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure établissant un Code maritime du Canada et prévoyant la nomination de sous-conservateurs et autres fonctionnaires et employés.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les six questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 97—M. Nystrom

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le ministère des Transports a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats